

Le Secrétaire général « choqué » par l'attaque d'un convoi d'aide pour Gaza

31 mai 2010 – Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit aujourd'hui « choqué » par le raid meurtrier lancé par l'armée israélienne contre une flottille de bateaux chargée d'aide humanitaire à destination de Gaza. Il a appelé Israël à donner des explications complètes sur cette opération.

Selon la presse, tôt dimanche, dans les eaux internationales, les forces israéliennes ont attaqué six bateaux d'un convoi d'aide humanitaire, qui transportaient aussi des centaines d'activistes. Au moins dix personnes ont été tuées dans ce raid et plusieurs dizaines d'autres blessées.

« Je condamne cette violence », a insisté Ban Ki-moon de Kampala, en Ouganda, où il participe à la première Conférence de révision du Statut de Rome instaurant la Cour pénale internationale. « Il est vital qu'il y ait une enquête complète pour déterminer exactement comment ce bain de sang s'est déroulé », a-t-il ajouté. « Je crois qu'Israël doit en urgence fournir des explications complètes ».

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira dimanche après midi pour discuter de cet incident. Selon le chef de l'ONU, la Ligue arabe pourrait aussi tenir une réunion d'urgence sur cet incident.

À plusieurs reprises, les Nations Unies ont dénoncé le blocus de la Bande de Gaza et fait part de leurs préoccupations quant à l'entrée insuffisante de matériel dans ce territoire pour répondre aux besoins élémentaires de la population et poursuivre la reconstruction.

Dans une précédente réunion sur ce dossier, Ban Ki-moon avait fait déjà estimé que le blocus « créait des souffrances inacceptables, affaiblissait les forces modérées et renforçait les extrémistes ».

La Haute commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, Navi Pillay, a aussi dénoncé l'attaque de la flottille et souligné que « rien ne pouvait justifier l'horreur de cette opération ». Appelant à l'ouverture rapide d'une enquête, elle a rappelé la nécessité pour les auteurs de l'attaque de rendre des comptes.

« Je condamne sans équivoque cet usage disproportionné de la force, qui a débouché sur la mort de tant de personnes qui essayaient d'apporter l'aide dont la population, soumise à un blocus depuis plus de trois ans, a besoin », a ajouté Navi Pillay. Elle a également appelé le gouvernement israélien à tenir compte de la position de la communauté internationale qui considère « presque unanimement que le blocus de Gaza comme inhumain et illégal ».

Pour la Haute commissaire aux Droits de l'homme, le blocus « donne l'impression que le gouvernement israélien considère le droit international avec perpétuel dédain ». « S'il n'y avait pas de blocus, il n'y aurait pas de flottille comme celle là », a-t-elle souligné.

De son côté, le Rapporteur spécial sur les Droits de l'homme dans les territoires occupés palestiniens, Richard Falk, a estimé qu'Israël était « coupable d'un comportement choquant, caractérisé par un usage de la force contre des civils non armés, en haute mer, où la liberté de navigation existe, conformément au droit international de la mer ».

Il s'est fait l'écho de l'appel du Secrétaire général de l'ONU et de la Haute commissaire aux Droits de l'homme pour l'ouverture d'une enquête sur cet incident, estimant également qu'il était « essentiel que les responsables israéliens de cette opération meurtrière et illégale, dont les hommes politiques ayant donné les ordres, soient tenus pénalement responsable de leurs actes injustes ».

Richard Falk a qualifié le blocus de Gaza de « punition collective » équivalente à un crime contre l'humanité. « À moins que des actions promptes et décisives soient prises pour mettre au défi

l'approche israélienne sur Gaza, nous serons tous complices d'une politique criminelle qui remet en question la survie d'une communauté assiégée », a-t-il ajouté.

News Tracker: autres dépêches sur la question

Gaza : la communauté humanitaire exhorte Israël à lever le blocus